

Le 8 mars 2007

Le Très honorable Stephen Harper
Premier ministre
Chambre des communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Premier ministre Harper,

En cette Journée internationale de la femme, je vous écris au nom des 560 000 membres du SCFP pour demander à votre gouvernement d'agir afin d'assurer le respect du droit à l'eau pour toutes et tous. Notre syndicat se joint aujourd'hui aux syndicats affiliés à l'Internationale des services publics, représentant 20 millions de membres, afin de faire de l'eau un enjeu féminin et presser les gouvernements à assumer leur responsabilité de fournir un approvisionnement en eau de qualité.

C'est en soutenant le droit à l'eau et en fournissant aux gouvernements du monde les ressources nécessaires pour le faire que nous aiderons à sortir de la pauvreté des millions de personnes habitant l'hémisphère sud, en particulier des femmes et des enfants.

Ce sont les femmes et les filles qui sont les plus gravement touchées par le manque d'accès à l'eau, pourtant un droit fondamental de la personne. En Afrique du Sud, par exemple, les femmes et les filles consacrent collectivement 40 millions d'heures par année à cueillir de l'eau. C'est du temps qu'elles ne consacrent pas à s'éduquer ou à travailler contre rémunération.

Le Canada doit intervenir directement pour favoriser l'accès à des sources sécuritaires et abordables d'eau pour toutes et tous dans l'hémisphère sud. Notre pays doit débloquer plus d'aide au développement et s'engager entre autres à accroître sa contribution en aide jusqu'à concurrence de 0,7 pour cent du revenu national brut. De plus, le Canada doit également fournir une aide de meilleure qualité visant à atténuer la pauvreté, promouvoir les droits de la personne et construire des services publics essentiels tels que des installations d'eau potable et des installations sanitaires.

.../2

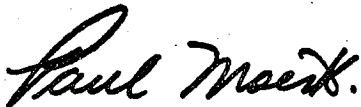
De plus, le Canada doit cesser d'utiliser des fonds de développement pour promouvoir la privatisation des services publics, incluant le programme PPIAF (Public Private Infrastructure Advisory Facility) de la Banque mondiale. Des établissements financiers internationaux tels que la Banque mondiale reconnaissent l'échec de la privatisation dans l'hémisphère sud. Des gouvernements partout au monde doivent maintenant s'attaquer sérieusement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en investissant des fonds publics dans des services gérés par les collectivités et non les sociétés commerciales.

Ici au pays, la promotion par votre gouvernement de la privatisation des infrastructures par le biais de partenariats public-privé met en péril les systèmes abordables d'eau potable et de traitement des eaux usées. Il est également urgent d'agir pour assurer la sécurité de l'eau potable et du traitement des eaux usées dans les collectivités autochtones, dont plusieurs sont victimes de négligence depuis des générations. L'état des services dans plusieurs réserves est scandaleux pour notre nation, d'autant plus à la lumière des surplus fédéraux qui ne cessent de grossir. Il importe de régler ces problèmes en élaborant une politique nationale sur l'eau qui protège notre approvisionnement en cette ressource vitale et met en valeur nos services publics.

Enfin, je vous interpelle de retirer l'opposition du Canada au droit à l'eau devant les Nations Unies. Notre pays s'est attiré des critiques de la communauté internationale à la suite de son refus de reconnaître ce droit fondamental. Le moment est venu de faire preuve de leadership.

Agréez, Premier ministre Harper, l'expression de mes sentiments sincères.

Le président national du SCFP,



PAUL MOIST